

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2927

[S - C - 99/29351]

30 NOVEMBRE 1998. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération du 12 avril 1995 entre la Communauté française et la Communauté germanophone est ratifié.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 novembre 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone

La Communauté française, représentée par Mme Laurette Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
et

La Communauté germanophone, représentée par M. Joseph Maraite, ministre-président du Gouvernement de la Communauté germanophone, ministre des Finances, de la Santé, de la Famille et des Seniors, du Sport, du Tourisme, des Relations internationales et des Monuments et Sites,

Vu les articles 127, 128 et 130 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi du 8 août 1988 et la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55, § 3, et l'article 55bis inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Considérant que les relations amicales entre les deux Communautés doivent trouver une expression dans un accord formel de coopération qui règle les rapports officiels entre les institutions de deux parties;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports dans le respect mutuel et profite à la population et aux institutions des deux Communautés;

Considérant qu'il existe un accord de coopération entre les deux Communautés datant du 21 juin 1984 et qu'il s'impose de le remplacer par un texte nouveau, qui tient compte des dernières réformes institutionnelles;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,
Ont conclu ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord porte sur toutes les matières qui relèvent communément des compétences respectives des deux Communautés.

Art. 2. Les Gouvernements des deux Communautés s'engagent à encourager la coopération sous toutes ses formes, entre autres par le biais de leurs services administratifs et organismes d'intérêt public.

Ils favorisent les contacts et les initiatives communes entre institutions privées et publiques des deux Communautés.

Art. 3. Par l'intermédiaire de leurs administrations, les Gouvernements organisent un échange d'informations et de documentation sur demande d'une partie.

Art. 4. Dans les limites de leurs possibilités, les administrateurs se prêtent assistance mutuelle, sur demande d'une partie.

Des fonctionnaires dirigeants ou agents spécialisés et des experts d'une partie peuvent être invités et consultés par l'autre partie.

Art. 5. Chaque Communauté aura accès aux institutions et activités de l'autre partie dans le respect des décisions de planning et de réservation de la Communauté d'accueil.

Art. 6. Les deux Communautés favorisent les contacts et les échanges entre les organes consultatifs des deux parties.

Art. 7. Les deux Communautés favorisent la connaissance réciproque de leur culture et de leur langue.

Art. 8. Chaque Communauté peut proposer aux élèves, étudiants, enseignants et chercheurs de l'autre Communauté des bourses d'études et des stages.

CHAPITRE II. — *Accords particuliers*

Art. 9. Des accords seront conclus entre les instances compétentes des deux parties pour régler la coopération, notamment dans les matières suivantes :

- enseignement,
- aide à la jeunesse,
- enfance,
- promotion de la santé,
- culture, audiovisuel et sports,
- gestion du centre « Worriken ».

CHAPITRE III. — *Commission de coopération et coordination de l'application*

Art. 10. Outre les compétences qui lui sont attribuées par l'article 55, § 3, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, la commission de coopération créée par l'article 55, § 3, de la loi précitée veille à l'application du présent accord et coordonne les activités. La commission fait régulièrement rapport aux ministres concernés des deux Gouvernements.

Art. 11. Chaque Gouvernement désigne parmi ses représentants à la commission de coopération un délégué, qui est chargé de la coordination permanente des activités.

Art. 12. Les ministres-présidents des deux Gouvernements se réunissent une fois par an au moins. Ils arrêtent le rapport annuel de la Commission de coopération et le programme de coopération de l'année suivante et les soumettent pour approbation à leur Gouvernement respectif.

Art. 13. Chaque année, les Gouvernements font à leur Conseil respectif rapport de l'état de la coopération.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pécuniaires*

Art. 14. La participation aux manifestations et rencontres organisées par une Communauté peut être subordonnée au paiement d'un droit d'accès dont le montant ne peut être supérieur à celui demandé aux participants de la Communauté organisatrice.

Art. 15. Chaque Communauté inscrira à son budget annuel des dépenses un crédit destiné à contribuer au financement des activités prévues au présent accord.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. La convention entre la Communauté française et la Communauté germanophone du 21 juin 1984 est abrogée.

Art. 17. Le présent accord est conclu en deux versions originales, l'une française, l'autre allemande.

Art. 18. Le présent accord entre en vigueur après l'approbation par les deux Conseils de Communauté au jour de la publication du dernier des deux décrets d'approbation au *Moniteur belge*.

Eupen, le 12 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre des Finances, de la Santé, de la Famille et des Seniors, du Sport, du Tourisme,
des Relations internationales et des Monuments et Sites,
J. MARAITE

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,
B. GENTGES

Le Ministre des Médias, de la Formation des adultes, de la Politique des Handicapés,
de l'Aide sociale et de la Reconversion professionnelle,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 208, n° 1. — Amendement, n° 208, n° 2. — Rapport, n° 208, n° 3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 novembre 1998.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2927

[C — 99/29351]

30 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende toestemming in het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 12 april 1995 tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap wordt bekrachtigd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 november 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGH

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap

Tussen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door Mevrouw Laurette Onkelinx, Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de ambtenarenzaken, het kindewelzijn en de gezondheidspromotie,
en

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Joseph Maraite, Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme, Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,

Gelet op de artikelen 127, 128 en 130 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92 *bis*, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55, § 3, en artikel 55 *bis*, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;

Overwegende dat de vriendschappelijke betrekkingen tussen de twee Gemeenschappen tot uiting moeten komen in een uitdrukkelijk samenwerkingsakkoord, dat de officiële betrekkingen tussen de instellingen van beide partijen regelt;

Overwegende dat een dergelijk akkoord tot de versteviging van de banden, met wederzijdse eerbiediging, bijdraagt en de bevolking en instellingen van beide Gemeenschappen ten goede komt;

Overwegende dat beide Gemeenschappen een samenwerkingsakkoord op 21 juni 1984 hebben gesloten en dat dit akkoord door een nieuwe tekst dient te worden vervangen, die met de laatste hervorming der instellingen rekening houdt;

Erop bedacht hun betrekkingen harmonieus te regelen met eerbiediging van de federale getrouwheid,

Is overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op alle aangelegenheden die gezamenlijk behoren tot de respectieve bevoegdheden van beide Gemeenschappen.

Art. 2. De Regeringen van beide Gemeenschappen verbinden er zich toe de samenwerking in alle vormen, inzonderheid via hun administratieve diensten en instellingen van openbaar nut, aan te moedigen.

Ze bevorderen de contacten en gemeenschappelijke initiatieven tussen de private en openbare instellingen van beide Gemeenschappen.

Art. 3. Via hun administraties, organiseren de Regeringen een uitwisseling van informatie en documentatie op aanvraag van één van de partijen.

Art. 4. Binnen de perken van hun middelen, verlenen de administrateurs, op aanvraag van één van de partijen, wederzijdse bijstand.

De leidende ambtenaren of gespecialiseerde ambtenaren en deskundigen van één van de partijen kunnen door de andere partij worden uitgenodigd en geraadpleegd.

Art. 5. Elke Gemeenschap heeft toegang tot de instellingen en activiteiten van de andere partij, met inachtneming van de beslissingen inzake planning en reservering bij de ontvangende Gemeenschap.

Art. 6. Beide Gemeenschappen bevorderen de contacten en de uitwisseling tussen de adviesorganen van beide partijen.

Art. 7. Beide Gemeenschappen bevorderen de wederzijdse kennis van hun cultuur en hun taal.

Art. 8. Elke Gemeenschap kan aan de leerlingen, studenten, leraars en vorsers van de andere Gemeenschap studiebeurzen en stages aanbieden.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere akkoorden*

Art. 9. Er zullen akkoorden worden gesloten tussen de bevoegde instanties van beide partijen om de samenwerking inzonderheid in de volgende aangelegenheden te regelen :

- onderwijs,
- hulpverlening aan de jeugd,
- kind,
- gezondheidspromotie,
- cultuur, audiovisuele sector en sport,
- beheer van het centrum « Worriken ».

HOOFDSTUK III. — *Samenwerkingscommissie en coördinatie van de toepassing*

Art. 10. Naast de bevoegdheden die haar worden toegewezen bij artikel 55, § 3, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, zorgt de bij artikel 55, § 3, van voormelde wet opgerichte samenwerkingscommissie voor de toepassing van dit akkoord en coördineert ze de activiteiten. De commissie brengt regelmatig verslag uit bij de betrokken ministers van beide Regeringen.

Art. 11. Elke Regering wijst onder haar vertegenwoordigers bij de samenwerkingscommissie een afgevaardigde aan, die belast wordt met de permanente samenwerking van de activiteiten.

Art. 12. De ministers-presidenten van beide Regeringen vergaderen ten minste een keer per jaar. Ze stellen het jaarverslag van de samenwerkingscommissie en het samenwerkingsprogramma van het volgende jaar op en leggen die aan hun Regering ter goedkeuring voor.

Art. 13. Elk jaar brengen de Regeringen aan hun respectieve Raad verslag uit over de stand van de samenwerking.

HOOFDSTUK IV. — *Geldelijke bepalingen*

Art. 14. Het deelnemen aan de door een Gemeenschap georganiseerde manifestaties en ontmoetingen kan afhankelijk worden gemaakt van de betaling van een toegangsrecht waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan het bedrag dat van de deelnemers van de organiserende Gemeenschap wordt geëist.

Art. 15. Elke Gemeenschap trekt op haar jaarlijkse uitgavenbegroting een krediet uit dat bestemd is om bij te dragen in de financiering van de activiteiten bedoeld in dit akkoord.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap van 21 juni 1984 wordt opgeheven.

Art. 17. Dit akkoord wordt gesloten in twee originele versies : een Franse versie en een Duitse versie.

Art. 18. Dit akkoord treedt in werking, na goedkeuring door de Raden van beide Gemeenschappen, de dag waarop het laatste van de twee goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 12 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme,
Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,
J. MARAITE

De Minister van Onderwijs, Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

De Minister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid, Sociale Hulp en Beroepsomscholing,
K.-H. LAMBERTZ

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 208, nr. 1. — Amendement, nr. 208, nr. 2. — Verslag, nr. 208, nr. 3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 november 1998.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

—
MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 99 — 2928

[C - 99/33022]

12. JANUAR 1999 — Erlass des Ministers zur Ausführung der Artikel 4, § 2, und 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung

Der Minister zuständig für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 06. Juli und 18. Juli 1990, 05. Mai 1993, 16. Juli 1993 und 30. Dezember 1993;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung, insbesondere der Artikel 4, § 2 und 5;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten zuständig für den Haushalt vom 17. Juni 1998;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Regelung der Unterzeichnung der Rechtsakte der Regierung,

Beschließt:

Artikel 1. Die in Artikel 4, § 2, des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen für die Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung angesprochenen Höchstgrenzen werden für das gesamte Jahr 1999 wie folgt festgelegt:

- für den Präsidenten des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung:

1000 Kilometer pro Jahr.